



“ Quel que soit le vainqueur de la Maison-Blanche, certaines tendances sont claires : davantage de fragmentation économique et de dette publique américaine, un exceptionnalisme américain accru agissant comme un aimant pour les investissements étrangers, un dollar plus fort et des taux d'intérêt plus élevés. ”

ÉTUDES ÉCONOMIQUES



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

SOMMAIRE

2

3

ÉDITORIAL

Des réunions mondiales à l'ombre des élections américaines

4

SCÉNARIO ÉCONOMIQUE

Les principales prévisions économiques et financières

BAROMÈTRE

Cf. notre publication séparée EcoPulse, baromètre mensuel des indicateurs de l'OCDE, à paraître ce 29 octobre 2024

5

REVUE DES MARCHÉS

L'évolution hebdomadaire des marchés (change, bourse, taux, matières premières, etc)

6

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Les derniers articles, graphiques commentés, vidéos et podcasts des Études économiques



DES RÉUNIONS MONDIALES À L'OMBRE DES ÉLECTIONS AMÉRICAINES

Le soleil brillait la semaine dernière à Washington, DC, lors des Assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI), mais l'ombre des élections américaines imminentes planait sur les réunions rassemblant ministres des Finances, gouverneurs des banques centrales, économistes du secteur privé et professionnels de la finance du monde entier. Le fait que l'économie mondiale soit en meilleure forme que prévu a été éclipsé. Tous les autres sujets de discussion ont été relégués à l'arrière-plan, qu'il s'agisse des mises en garde habituelles du FMI sur divers dangers (dette excessive, croissance insuffisante, protectionnisme), des perspectives pour l'Europe et la Chine (qui s'améliorent) ou les autres marchés émergents (généralement bonnes) ou encore de la question de la finance numérique.

En ce qui concerne les élections américaines, ceux qui espéraient se faire une idée plus précise sur leur issue probable auront été déçus. Alors que les deux camps prétendent avoir l'avantage, le vote apparaît trop serré pour permettre un pronostic. Le Sénat devrait toutefois passer sous contrôle républicain et la Chambre s'aligner sur le résultat de la Maison-Blanche. Cela impliquerait, qu'en cas de victoire de Donald Trump, les Républicains auraient le contrôle intégral de l'Exécutif et du Congrès.

Pourtant, quel que soit le vainqueur de la Maison-Blanche, certaines tendances sont claires : davantage de fragmentation économique et de dette publique américaine, un exceptionnalisme américain accru agissant comme un aimant pour les investissements étrangers, un dollar plus fort et des taux d'intérêt plus élevés. La différence entre les deux candidats sur les questions économiques étant une affaire de degré plus que de fond. Ce sont dans les domaines de la défense et de la politique étrangère que les deux candidats divergent le plus nettement, ce qui a également des implications économiques pour les alliés des États-Unis. Dans l'ensemble, alors que les participants américains se sont montrés globalement optimistes quant aux perspectives économiques du pays, les participants des autres pays sont rentrés chez eux avec un sentiment d'appréhension et le souci de devoir se préparer à l'avenir.

Les décideurs politiques européens ont salué la désinflation rapide constatée sans impact négatif sur leurs marchés du travail. Bien que le rebond attendu de la consommation ne se soit pas encore matérialisé, ils gardent espoir qu'il finisse par se produire et ont écarté les craintes d'une récession. Les risques d'inflation étant désormais considérés comme équilibrés, un débat a émergé sur la possibilité d'accélérer le rythme de l'assouplissement. Cependant, à ce stade, ce point de vue semble très minoritaire. Une accélération n'est pas exclue, mais le seuil de décision pour en décider est placé haut, et nécessiterait un changement important des projections d'inflation. Dans ce contexte, les conditions du marché du travail seront un indicateur important. Par ailleurs, il est apparu clairement que le diagnostic posé dans le rapport Draghi sur la nécessité urgente de stimuler la faible croissance de la productivité en Europe est en fait largement partagé. Les points de vue divergent davantage sur les remèdes à apporter, mais j'ai quitté Washington plus optimiste quant au suivi qui sera donné au rapport.

Les mesures de relance de la Chine sont restées dans l'incertitude. Bien qu'il y ait eu au sommet de l'État chinois un changement net de point de vue sur la nécessité de stimuler l'économie, les observateurs experts de la Chine ne sont pas d'accord sur l'efficacité finale des mesures susceptibles d'être déployées. Au-delà de la Chine, les décideurs économiques des marchés émergents ont également exprimé leur satisfaction quant à l'état de leurs économies et, à des degrés divers, quant aux progrès accomplis dans la lutte contre l'inflation. Ils se préparent toutefois à de probables retombées négatives si les politiques économiques américaines prennent un nouveau tournant expansionniste, inflationniste et protectionniste. Ils ont noté avec inquiétude la tendance sous-jacente au recul du libre-échange en matière de commerce et d'investissement, notamment dans les économies développées, anticipent une économie mondiale fragmentée en blocs, et considèrent la recherche d'une plus grande intégration au sein de ces blocs comme un remède partiel.

Le sujet de la finance numérique, après avoir été pendant des années une question à la mode mais quelque peu marginale lors des réunions, semble être arrivé à maturité, si on en juge par le haut niveau hiérarchique des décideurs de politiques économiques qui en ont débattu cette semaine. Les points de vue continuent de diverger d'une économie à l'autre sur la nécessité d'utiliser les monnaies numériques de banque centrale pour une utilisation au détail (*retail*), mais l'accent est de plus en plus mis sur la méthode à employer plutôt que sur l'éventualité d'une telle mise en œuvre. Les avis sont moins partagés sur les avantages de la numérisation du financement commercial (*wholesale*), non seulement pour les paiements, mais aussi pour les règlements et potentiellement toute la gamme des opérations financières commerciales. Dans ce domaine également, les décideurs politiques espèrent – et s'efforcent de – résister aux forces de fragmentation en jeu dans l'arène géopolitique.

De nombreux commentaires publiés la semaine dernière ont déploré la faiblesse des deux institutions hôtes, le FMI et la Banque mondiale. En réalité, les participants semblaient eux-mêmes impuissants face au déclin du multilatéralisme et d'un ordre économique mondial fondé sur des règles communes ; chacun se trouvant réduit à réfléchir, dans son propre domaine de compétence, à la manière de tirer le meilleur parti de ce qui va suivre.

Isabelle Mateos y Lago

Quel que soit le vainqueur de la Maison-Blanche, certaines tendances sont claires : davantage de fragmentation économique et de dette publique américaine, un exceptionnalisme américain accru agissant comme un aimant pour les investissements étrangers, un dollar plus fort et des taux d'intérêt plus élevés.



SCÉNARIO ÉCONOMIQUE

4

ÉTATS-UNIS

L'éventualité d'une récession américaine consécutive au resserrement monétaire continue d'être écartée face à la résilience d'une économie qui a progressé de 2,9% en moyenne sur l'ensemble de l'année 2023. Après un ralentissement au T1 2024 (+0,3% t/t contre +0,8% au T4 2023), le PIB a réaccélééré à +0,7% au T2 2024, toujours porté par les contributions de la consommation et de l'investissement. Notre scénario central table sur une croissance de +2,6% en moyenne annuelle en 2024, grâce à l'acquis de croissance mais aussi à la progression des revenus réels. Le pic de l'inflation a été atteint mi-2022 et, si les chiffres du premier trimestre avaient nourri quelques inquiétudes, les données du T2 et du début de T3 ont marqué la reprise nette de la trajectoire de désinflation. En outre, l'IPC devrait s'élever encore à +2,5% a/a au dernier trimestre 2024. Ce contexte, associé au refroidissement du marché du travail, a ouvert la voie à un assouplissement de la part de la Fed. Aussi, une baisse de 50 pb de la cible de taux été décidée en septembre, tandis que deux nouvelles baisses (-25 pb) devraient intervenir avant la fin de l'année, portant la cible à +4,25% - +4,5%.

CHINE

La croissance économique a accéléré au T3 2024 (+0,9% t/t contre +0,5% au T2) et s'est établie à 4,8% en g.a. sur les trois premiers trimestres de l'année. Pour atteindre la cible de croissance de « 5% environ » fixée pour 2024, l'activité devra rebondir fortement au dernier trimestre, ce qui requiert la mise en œuvre rapide des mesures de soutien au secteur immobilier et de relance budgétaire annoncées au cours des dernières semaines. L'activité a, certes, commencé à gagner un peu de vigueur en septembre. Cependant, d'une part, le secteur manufacturier devrait faire face au ralentissement de ses exportations dans les prochains mois en raison de la multiplication des barrières protectionnistes. D'autre part, la demande intérieure reste freinée par d'importants freins, tels que la crise immobilière, le ralentissement de la progression des revenus des ménages, les incertitudes réglementaires, et la faiblesse de la confiance du secteur privé. L'inflation des prix à la consommation s'est établie à +0,5% en g.a. au T3 2024, contre +0,3% au T2, mais l'inflation sous-jacente s'est affaiblie et a atteint un point bas en septembre (+0,1% en g.a.) ; le déséquilibre entre offre et demande continue d'entretenir des pressions déflationnistes.

ZONE EURO

La croissance en zone euro devrait se stabiliser à 0,3% t/t au troisième et quatrième trimestre 2024, soit un rythme légèrement supérieur à celui enregistré au deuxième trimestre, qui s'établissait à 0,2% t/t. Les difficultés dans l'industrie, mises en évidence par la détérioration des indices PMI en septembre, et l'incertitude sur l'économie chinoise, accroissent toutefois les risques à la baisse sur nos prévisions. Des écarts de croissance importants persisteront entre les États membres au second semestre : des gains d'activité plus soutenus sont davantage attendus en Espagne et en Italie, qu'en Allemagne et en France. Dans son ensemble, la croissance en zone euro serait soutenue par la poursuite du cycle de baisse des taux d'intérêt par la BCE. Après celles de juin et octobre, une troisième baisse est attendue lors de la réunion du 12 décembre, tandis que le taux terminal ne serait, lui, atteint qu'au troisième trimestre 2025. La croissance en zone euro devrait aussi être soutenue par un marché du travail faisant toujours preuve de résistance et par le déboursement des fonds NGEU et ses déploiements sur le terrain.

FRANCE

L'économie française a poursuivi sa croissance au 2^e trimestre 2024, à 0,2% t/t (après +0,3% t/t au 1^{er} trimestre 2024), soutenue principalement par les exportations. La désinflation est désormais nette (1,5% a/a en septembre 2024 contre 5,7% a/a un an plus tôt selon l'indice harmonisé), ce qui n'a pour le moment pas engendré une accélération de la croissance de la consommation des ménages. En conséquence, la croissance devrait être relativement stable à 1,2% en 2024 comme en 2025 (contre 1,1% en 2023).

TAUX & CHANGE

La Réserve fédérale américaine a entamé son cycle de détente monétaire en septembre, avec une première baisse de 50 points de base. Celle-ci serait suivie de deux autres baisses de 25 pb en novembre et décembre. D'ici à la fin de l'année 2024, une nouvelle baisse de taux est également attendue du côté de la BoE (novembre) et de la BCE (décembre). Des deux côtés de l'Atlantique, les taux directeurs en termes réels, et donc le degré de restriction monétaire, resteraient

toutefois à peu près inchangés. La baisse induite des taux longs devrait être limitée par l'importance des émissions obligataires sur fond de *quantitative tightening*.

La Banque du Japon (BoJ) a été la première banque centrale des pays du G7 à agir en 2024, en actant conjointement, lors de la réunion de politique monétaire de mars, la fin de la politique des taux d'intérêt négatifs et de contrôle des taux d'intérêt. Après avoir été ainsi relevée, passant d'un corridor de -0,1-0,0% à 0,0-0,1%, la cible de taux a fait l'objet d'un nouveau relèvement de +15 pb à l'occasion de la réunion de juillet. Dans le même temps, la réduction de moitié du volume d'achat des titres d'État a été annoncée. Nous prévoyons une normalisation progressive de la politique monétaire dans le pays, avec une hausse supplémentaire d'ici à la fin de l'année 2024 (+25 pb) et trois hausses au courant de l'année 2025.

Nous sommes fondamentalement baissiers sur le dollar mais il est, pour l'heure, soutenu par les tensions géopolitiques et les divergences entre les États-Unis et la zone euro. Cela conduit à reporter dans le temps la dépréciation attendue, notamment vis-à-vis de l'euro, et à la modérer. Le yen devrait aussi finir par se renforcer vis-à-vis du dollar US, sous l'effet, notamment, du décalage de politique monétaire, la BoJ étant en phase de resserrement monétaire.

CROISSANCE DU PIB ET INFLATION

%	Croissance du PIB				Inflation			
	2022	2023	2024 e	2025 e	2022	2023	2024 e	2025 e
États-Unis	2.5	2.9	2.7	2.1	8.0	4.1	2.9	2.2
Japon	1.1	1.7	-0.2	0.7	2.5	3.3	2.7	2.4
Royaume-Uni	4.8	0.3	1.0	1.5	9.1	7.3	2.5	2.3
Zone euro	3.4	0.5	0.8	1.4	8.4	5.4	2.3	1.9
Allemagne	1.4	-0.1	0.1	1.0	8.7	6.0	2.4	2.1
France	2.6	1.1	1.2	1.2	5.9	5.7	2.3	1.2
Italie	4.2	1.0	0.9	1.2	8.7	5.9	1.1	1.8
Espagne	6.2	2.7	2.9	2.5	8.3	3.4	2.8	1.6
Chine	3.0	5.2	4.9	4.5	2.0	0.2	0.4	1.3
Inde*	7.0	8.2	6.9	6.7	6.7	5.4	4.7	4.3
Brésil	2.9	2.9	3.1	2.0	9.3	4.6	4.4	4.2

Source : BNP Paribas (e. Estimations, prévisions)

Mise à jour le 25 octobre 2024

* année budgétaire du 1^{er} avril de l'année t au 31 mars de l'année t+1.

TAUX D'INTÉRÊT ET TAUX DE CHANGE

Taux d'intérêt, %		T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025
Fin de période						
E-Unis	Fed Funds (borne supérieure)	4.50	4.00	3.75	3.50	3.25
	Treas. 10a	3.80	3.70	3.70	3.65	3.65
Zone euro	Taux de dépôt	3.00	2.75	2.50	2.25	2.25
	Bund 10a	2.15	2.10	2.10	2.15	2.25
	OAT 10a	2.88	2.80	2.85	2.85	2.95
	BTP 10 ans	3.60	3.40	3.45	3.55	3.65
	BONO 10 ans	2.93	2.85	2.85	2.88	2.98
Royaume-Uni	Taux BoE	4.75	4.50	4.25	4.00	3.75
	Gilt 10a	3.80	3.80	3.60	3.50	3.65
Japon	Taux BoJ	0.50	0.75	1.00	1.00	1.25
	JGB 10a	1.25	1.40	1.55	1.70	1.80
Taux de change						
Fin de période		T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025
USD	EUR / USD	1.12	1.13	1.14	1.14	1.15
	USD / JPY	139	138	136	134	131
	GBP / USD	1.35	1.36	1.37	1.37	1.39
EUR	EUR / GBP	0.83	0.83	0.83	0.83	0.83
	EUR / JPY	156	156	155	153	151

Pétrole		T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025
Moyenne trimestrielle						
Pétrole	USD/baril	78	78	72	77	74

Sources : BNP Paribas (Market Economics, Interest Rate Strategy, FX Strategy, Commodities Desk Strategy)

Mise à jour le 27 octobre 2024



BNP PARIBAS

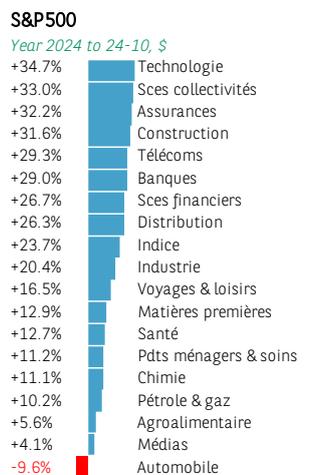
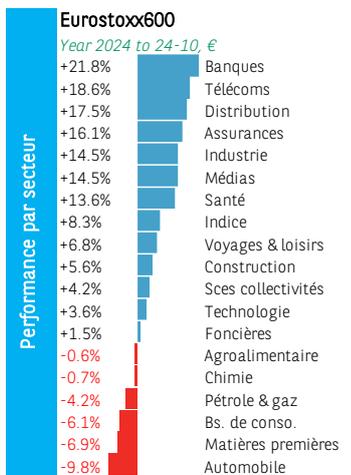
La banque
d'un monde
qui change

REVUE DES MARCHÉS

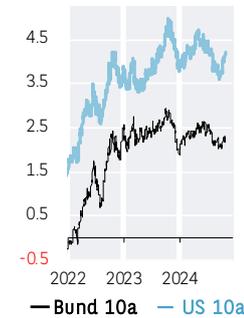
	en %		en pbs			
	24-oct.-24	1 semaine	1 mois	Cummul annuel	1 an	
Marchés obligataire	Bund 2a	2.10	-0.5	-25.7	-57.6	-115.4
	Bund 5a	2.04	+3.9	+9.4	+9.9	-69.8
	Bund 10a	2.26	+7.5	+19.5	+25.7	-54.3
	OAT 10a	2.89	+7.4	+5.7	+42.3	-48.3
	BTP 10a	3.34	+10.8	-1.8	-19.0	-136.8
	BONO 10a	2.91	+8.0	+2.4	-3.9	-99.0
	Treasuries 2a	4.10	+10.8	+55.0	-23.7	-104.4
	Treasuries 5a	4.03	+14.9	+54.9	+17.0	-78.1
	Treasuries 10a	4.20	+12.6	+47.6	+33.7	-61.3
	Gilt 2a	3.89	+17.3	+15.8	-8.7	-89.7
Treasuries 5a	4.09	+18.1	+32.1	+78.2	-22.4	
Gilt 10a	4.24	18.1	+29.7	+63.7	-30.3	

	en niveau		variation, %			
	24-oct.-24	1 semaine	1 mois	Cummul annuel	1 an	
Taux de change matières premières	EUR/USD	1.08	-0.6	-3.2	-2.3	+1.9
	GBP/USD	1.30	-0.6	-3.2	+1.7	+6.4
	USD/JPY	151.91	+1.5	+5.7	+7.8	+1.4
	DXY	111.99	+7.9	+11.5	+10.5	+6.1
	EUR/GBP	0.83	+0.0	+0.0	-3.8	-4.3
	EUR/CHF	0.94	-0.4	-0.8	+0.6	-1.2
	EUR/JPY	164.02	+1.0	+2.4	+5.3	+3.3
Pétrole (Brent, \$)	74.56	+2.6	-0.6	-4.0	-15.5	
Or (once, \$)	2734	+0.6	+3.3	+32.4	+39.4	

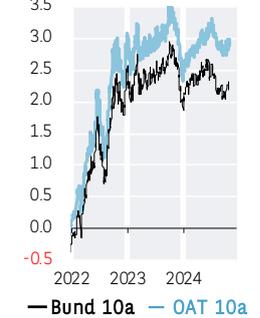
Indices actions					
Monde					
MSCI Monde (\$)	3707	-1.2	+0.1	+17.0	+32.3
Amérique du Nord					
S&P500	5810	-0.9	+1.3	+21.8	+36.8
Dow Jones	42374	-2.1	+0.4	+12.4	+27.9
Nasdaq composite	18415	-0.4	+1.9	+22.7	+40.1
Europe					
CAC 40	7503	-1.4	-1.3	-0.5	+8.8
DAX 30	19443	-1.1	+2.3	+16.1	+30.7
EuroStoxx50	4935	-1.0	-0.1	+9.2	+21.4
FTSE100	8269	-1.1	-0.2	+6.9	+11.9
Asie					
MSCI, loc.	1381	-1.6	+0.1	+10.7	+18.1
Nikkei	38143	-2.2	+0.5	+14.0	+22.8
Emergents					
MSCI Emergents (\$)	1135	-1.8	+0.2	+10.8	+23.2
Chine	67	-1.6	+10.2	+20.4	+22.0
Inde	1072	-2.7	-7.3	+16.3	+32.9
Brésil	1430	-0.4	-4.8	-20.6	-6.1



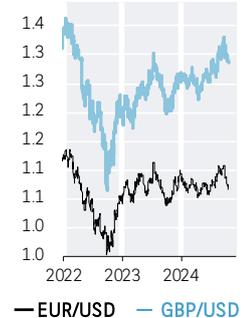
Bund 10a vs US Treas. 10a



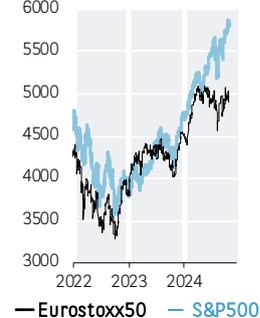
Bund 10a vs OAT 10a



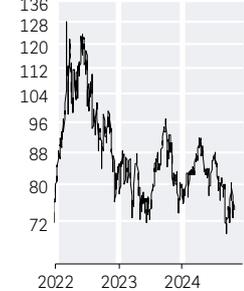
EUR/USD vs GBP/USD



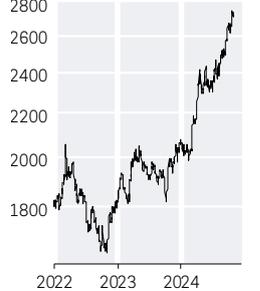
EUROSTOXX 50 vs S&P500



Pétrole (Brent, \$)



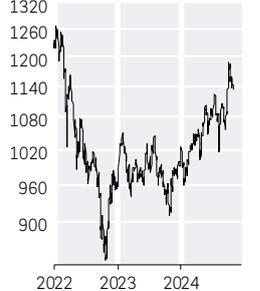
Or (once, \$)



MSCI monde (\$)



MSCI Emergents (\$)



SOURCE: REFINITIV, BNP PARIBAS



DERNIÈRES PUBLICATIONS DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

6

Déprime sur les marchés pétroliers	EcoTV	24 octobre 2024
Inflation et politique monétaire en Égypte	Graphique de la Semaine	23 octobre 2024
France : Cette consolidation budgétaire sera-t-elle différente ?	EcoWeek	21 octobre 2024
Dette et croissance, croissance et dette	EcoTV	17 octobre 2024
États-Unis : Les dépôts des FHLB, indicateurs avancés de tension sur la liquidité	Graphique de la Semaine	16 octobre 2024
Précipices et pentes glissantes en politique économique	EcoWeek	15 octobre 2024
Afrique du Sud : à la croisée des chemins	EcoConjoncture	15 octobre 2024
La consolidation budgétaire : nouveau terrain de jeu du match France-Allemagne	EcoTV	10 octobre 2024
L'Italie relève la tête	Graphique de la Semaine	9 octobre 2024
Eco Perspectives du 4e trimestre 2024	EcoPerspectives	8 octobre 2024
Union européenne : un futur entre verdissement et vieillissement (suite)	Graphique de la Semaine	2 octobre 2024
Atterrissage en douceur en vue, mais la prudence reste de mise	EcoWeek	30 septembre 2024
Le pilotage fin des banques centrales	EcoTV	26 septembre 2024
Vers un assouplissement monétaire généralisé en Asie	Graphique de la Semaine	25 septembre 2024
Transition énergétique européenne : encordement nécessaire pour Everest à gravir	EcoWeek	23 septembre 2024
Baromètre de l'inflation - septembre 2024 Poursuite de la désinflation	EcoCharts	20 septembre 2024
Réunion du FOMC : La Fed montre son engagement à respecter son mandat dual	EcoBrief	19 septembre 2024
Turquie : Crédit bancaire domestique et taux d'intérêt	EcoTV	19 septembre 2024
France : La baisse de l'encours des crédits immobiliers devrait se poursuivre	Graphique de la Semaine	18 septembre 2024
Pays émergents : entre amélioration des conditions financières et ralentissement chinois	EcoWeek	16 septembre 2024
FOMC : Les enjeux de la réunion de septembre	EcoBrief	16 septembre 2024



RECHERCHE ÉCONOMIQUE GROUPE

Isabelle Mateos y Lago
Cheffe économiste +33 1 87 74 01 97 isabelle.mateosylago@bnpparibas.com

ÉCONOMIES DE L'OCDE ET STATISTIQUES

Hélène Baudchon
Adjointe à la cheffe économiste - Responsable +33 1 58 16 03 63 helene.baudchon@bnpparibas.com

Stéphane Colliac
France, Allemagne +33 1 42 98 26 77 stephane.colliac@bnpparibas.com

Guillaume Derrien
Zone euro, Royaume-Uni - Commerce international +33 1 55 77 71 89 guillaume.a.derrien@bnpparibas.com

Anis Bensaidani
États-Unis, Japon +33 1 87 74 01 51 anis.bensaidani@bnpparibas.com

Lucie Barette
Europe du Sud +33 1 87 74 02 08 lucie.barette@bnpparibas.com

Tarik Rharrab
Statistiques

PROJECTIONS ÉCONOMIQUES, RELATIONS AVEC LE RÉSEAU FRANCE

Jean-Luc Proutat
Responsable +33 1 58 16 73 32 jean-luc.proutat@bnpparibas.com

ÉCONOMIE BANCAIRE

Laurent Quignon
Responsable +33 1 42 98 56 54 laurent.quignon@bnpparibas.com

Céline Choulet +33 1 43 16 95 54 celine.choulet@bnpparibas.com

Thomas Humblot +33 1 40 14 30 77 thomas.humblot@bnpparibas.com

Marianne Mueller +33 1 40 14 48 11 marianne.mueller@bnpparibas.com

ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET RISQUE PAYS

François Faure
Responsable – Argentine, Turquie, méthodologie, modélisation +33 1 42 98 79 82 francois.faure@bnpparibas.com

Christine Peltier
Adjointe – Grande Chine, Vietnam, méthodologie +33 1 42 98 56 27 christine.peltier@bnpparibas.com

Stéphane Alby
Afrique francophone +33 1 42 98 02 04 stephane.alby@bnpparibas.com

Pascal Devaux
Moyen-Orient, Balkans +33 1 43 16 95 51 pascal.devaux@bnpparibas.com

Hélène Drouot
Corée, Thaïlande, Philippines, Mexique, pays andins +33 1 42 98 33 00 helene.drouot@bnpparibas.com

Salim Hammad
Amérique latine +33 1 42 98 74 26 salim.hammad@bnpparibas.com

Cynthia Kalasopatan Antoine
Ukraine, Europe centrale +33 1 53 31 59 32 cynthia.kalasopatanantoine@bnpparibas.com

Johanna Melka
Inde, Asie du Sud, Russie, Kazakhstan +33 1 58 16 05 84 johanna.melka@bnpparibas.com

Lucas Plé
Afrique anglophone et lusophone +33 1 40 14 50 18 lucas.ple@bnpparibas.com

CONTACT MEDIA

Mickaëlle Fils Marie-Luce +33 1 42 98 48 59 mickaelle.filsmarie-luce@bnpparibas.com



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

RECHERCHE ÉCONOMIQUE GROUPE

ECOCONJONCTURE

Analyse approfondie de sujets structurels ou d'actualité

ECOEMERGING

Analyses et prévisions sur une sélection d'économies émergentes

ECOPERSPECTIVES

Analyses et prévisions des principaux pays, développés et émergents

ECOFFLASH

Un indicateur, un évènement économique majeur. Le détail ...

ECOWEEK

L'actualité économique de la semaine et plus...

ECOPULSE

Baromètre mensuel des indicateurs conjoncturels des principales économies de l'OCDE

ECOCHARTS

Panorama mensuel des dynamiques d'inflation au sein des principales économies développées

ECOTV WEEK

Quel est l'évènement de la semaine ?
La réponse dans vos deux minutes d'économie

EN ÉCO DANS LE TEXTE

Le podcast de l'actualité économique

POUR RECEVOIR NOS PUBLICATIONS

ABONNEZ-VOUS SUR LE SITE ONGLET ABONNEMENT
voir le site des études économiques

ET

SUIVEZ-NOUS SUR LINKEDIN
voir la page **linkedin** des études économiques

OU TWITTER
voir la page **twitter** des études économiques



Les informations et opinions exprimées dans ce document ont été obtenues de, ou sont fondées sur des sources d'information publiques réputées fiables, mais BNP Paribas ne garantit, expressément ou implicitement, ni leur exactitude, ni leur exhaustivité, ni leur mise à jour. Ce document ne constitue ni une offre, ni une sollicitation d'achat ou de vente de titres ou autres placements. Il ne constitue ni du conseil en investissement, ni de la recherche ou analyse financière. Les informations et opinions contenues dans ce document ne sauraient dispenser l'investisseur d'exercer son propre jugement ; elles sont par ailleurs susceptibles d'être modifiées à tout moment sans notification et ne sauraient servir de seul support à une évaluation des instruments éventuellement mentionnés dans le présent document. Toute éventuelle référence à une performance réalisée dans le passé ne constitue pas une indication d'une performance future. Dans toute la mesure permise par la loi, aucune société du Groupe BNP Paribas n'accepte d'être tenue pour responsable (y compris en raison d'un comportement négligent) au titre de pertes directes ou découlant indirectement d'une utilisation des informations contenues dans ce document ou d'une confiance accordée à ces informations. Toutes les estimations et opinions contenues dans ce document reflètent notre jugement à la date de publication des présentes. Sauf indication contraire dans le présent document, il n'est pas prévu de le mettre à jour. BNP Paribas SA et l'ensemble des entités juridiques, filiales ou succursales (ensemble désignées ci-après « BNP Paribas »), sont susceptibles d'agir comme teneur de marché, d'agent ou encore, à titre principal, d'intervenir pour acheter ou vendre des titres émis par les émetteurs mentionnés dans ce document, ou des dérivés y afférents. BNP Paribas est susceptible notamment de détenir une participation au capital des émetteurs ou personnes mentionnés dans ce document, de se trouver en position d'acheteur ou vendeur de titres ou de contrats à terme, d'options ou de tous autres instruments dérivés reposant sur l'un de ces sous-jacents. Les cours, rendements et autres données similaires du présent document, y figurent au titre d'information. De nombreux facteurs agissent sur les prix de marché et il n'existe aucune certitude que les transactions peuvent être réalisées à ces prix. BNP Paribas, ses dirigeants et employés, peuvent exercer ou avoir exercé des fonctions d'employé ou dirigeant auprès de toute personne mentionnée dans ce document, ou ont pu intervenir en qualité de conseil auprès de cette (ces) personne(s). BNP Paribas est susceptible de solliciter, d'exécuter ou d'avoir dans le passé fourni des services de conseil en investissement, de souscription ou tous autres services au profit de la personne mentionnée aux présentes au cours des 12 derniers mois précédant la publication de ce document. BNP Paribas peut être partie à un contrat avec toute personne ayant un rapport avec la production du présent document. BNP Paribas est susceptible, dans les limites autorisées par la loi en vigueur, d'avoir agi sur la foi de, ou d'avoir utilisé les informations contenues dans les présentes, ou les travaux de recherche ou d'analyses sur le fondement desquels elles sont communiquées, et ce préalablement à la publication de ce document. BNP Paribas est susceptible d'obtenir une rémunération ou de chercher à être rémunéré au titre de services d'investissement fournis à l'une quelconque des personnes mentionnées dans ce document dans les trois mois suivant sa publication. Toute personne mentionnée aux présentes est susceptible d'avoir reçu des extraits du présent document préalablement à sa publication afin de vérifier l'exactitude des faits sur le fondement desquelles il a été élaboré.

Ce document est élaboré par une société du Groupe BNP Paribas. Il est conçu à l'intention exclusive des destinataires qui en sont bénéficiaires et ne saurait en aucune façon être reproduit (en tout ou partie) ou même transmis à toute autre personne ou entité sans le consentement préalable écrit de BNP Paribas. En recevant ce document, vous acceptez d'être engagés par les termes des restrictions ci-dessus.

BNP Paribas est constituée en France sous forme de société anonyme, et agréée et supervisée en tant qu'établissement de crédit par la Banque centrale européenne (BCE) et en tant que prestataire de services d'investissement par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et l'Autorité des marchés financiers (AMF). Le siège social de BNP Paribas est situé au 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris, France.

Les informations contenues dans le présent document peuvent, en tout ou partie, avoir déjà été publiées sur le site <https://globalmarkets.bnpparibas.com>.

Pour les avertissements par pays (Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni, Allemagne, Belgique, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal, Espagne, Suisse, Brésil, Turquie, Israël, Bahreïn, Afrique du Sud, Australie, Chine, Hong Kong, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Singapour, Corée du Sud, Taiwan, Thaïlande, Vietnam) veuillez consulter le document suivant :

https://economic-research.bnpparibas.com/LegalNotice/Markets_360_Country_Specific_Notices.pdf

© BNP Paribas (2024). Tous droits réservés.

Bulletin publié par les Etudes Economiques – BNP PARIBAS
Siège social : 16 boulevard des Italiens – 75009 PARIS / Tél : +33 (0) 1.42.98.12.34
Internet : www.group.bnpparibas - www.economic-research.bnpparibas.com
Directeur de la publication : Jean Lemierre
Directrice de la rédaction : Isabelle Mateos y Lago
Copyright : Orhan Cam



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change